DIAL 2270

CUBA - L'euro bénéficiera au pays

Patricia Grogg

vendredi 1er janvier 1999, mis en ligne par Dial

La naissance de l'euro aura des effets positifs sur les échanges commerciaux de Cuba toujours sous le coup de l'embargo exercé par les États-Unis. La presse cubaine et plusieurs analystes voient d'un œil favorable l'apparition d'une monnaie autre que le dollar, susceptible de développer les relations commerciales de Cuba avec l'Europe. Article de Patricia Grogg, IPS, 10 novembre 1998.

Les experts et les milieux officiels de l'île partagent le point de vue selon lequel l'euro, monnaie unique de l'Union européenne, pourrait alléger les tensions financières dont souffre Cuba en raison de l'embargo exercé par les États-Unis, et développer les relations commerciales de l'île avec l'Europe.

La presse officielle a fait savoir que la Banque centrale de Cuba (BCC) envisage de rendre obligatoire à partir du 1er juillet 1999 l'usage de la nouvelle monnaie dans les transactions correspondant à des opérations contractées ou payées dans les monnaies de onze des quinze pays de l'Union européenne.

Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Hollande, Irlande, Italie, Luxembourg et Portugal adopteront l'euro et feront partie de l'union monétaire à partir du 1er janvier prochain.

Ce jour-là commence une étape transitoire qui se prolongera jusqu'au 31 décembre 2001, au cours de laquelle l'euro remplacera l'écu (sigle de *European Currency Unit*) avec une valeur ou un type de conversion fixe et qui pourra être utilisé dans toutes les transactions commerciales et financières.

Dans la dernière édition de l'hebdomadaire *Juventud Rebelde*, l'analyste Adolfo Gómez González estime que « si, comme on l'espère, la nouvelle monnaie se consolide, Cuba cesserait de subir les préjudices dus au fait qu'il ne peut utiliser le dollar à l'extérieur ».

L'organe de l'Union des jeunesses communistes a affirmé que les entreprises cubaines devront en plus préparer les conditions pour contracter et payer en euros les opérations commerciales avec la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam à partir de janvier 2000.

En raison du blocus des États-Unis, en plus de son exclusion radicale du marché de ce pays, l'île est empêchée d'utiliser directement le dollar dans les transactions internationales.

Plus prudent, le ministre président de la BCC, Francisco Soberón, a indiqué qu'on ne peut pas penser que, lorsqu'une consolidation totale de l'euro sera obtenue, le « pays cesserait totalement de subir les dommages causés par l'impossibilité d'utiliser le dollar ».

« Il s'agit surtout d'une perspective d'amélioration de la situation actuelle », a souligné Soberón pendant une conférence sur ce sujet à La Havane.

Le fonctionnaire a donné à l'affaire une « signification spéciale » à cause de la relation économique croissante de son pays avec l'Europe, aire géographique vers laquelle se dirige à l'heure actuelle 44% des échanges commerciaux.

Il a ajouté que, en 1997, 52% des touristes étrangers sont venus du vieux continent et que, en outre, la plus grande partie des crédits cubains ont été négociés avec des banques européennes.

Des sources d'informations du commerce extérieur, il ressort qu'environ 30% des échanges commerciaux cubains se faisaient avec l'Union européenne à la fin de 1997, alors qu'en 1990 ce chiffre atteignait à peine 7%.

Parmi les dix principaux partenaires commerciaux de l'île figurent l'Espagne, la France et l'Italie, en plus du Canada, du Venezuela, de la Russie, du Mexique, de la Chine, des Antilles néerlandaises et de l'Argentine.

La Foire internationale de la Havane (Fihav 98) qui a eu lieu la première semaine de novembre a mis en évidence l'intérêt des entreprises européennes pour le commerce avec La Havane.

Parmi les pavillons les plus importants se sont détachés ceux de l'Union européenne et de l'Italie, avec une mention pour la France et la Grande-Bretagne qui ont participé pour la première fois de manière officielle.

Le ministre britannique du commerce, Brian Wilson, qui s'est rendu à La Havane pour assister à la Foire, a fait remarquer qu'« avoir un pavillon à la Fihav est un signe assez net que nous parions sérieusement sur les relations commerciales avec Cuba. »

Depuis deux ans, la France est le huitième partenaire commercial de Cuba au niveau international et le deuxième de l'Union européenne, après l'Espagne. Les échanges franco-cubains ont atteint l'an dernier leur niveau le plus haut, environ 300 millions de dollars. Entre 1992 et 1997, leur montant s'est élevé à 1,454 milliard de dollars.

Dans le cas de la Grande-Bretagne, les chiffres sont encore modestes (environ 45 millions de dollars à l'heure actuelle), et ce pays ne figure pas dans le groupe des onze membres de l'Union européenne qui adoptera l'euro à partir de janvier prochain.

Outre la Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark et la Grèce ne participent pas encore au système de monnaie commune européenne.

Parmi les avantages pour Cuba, les experts signalent la simplification des opérations en devises étrangères, puisqu'une seule monnaie prendra la place des onze actuelles, et l'élimination des fluctuations du taux de change.

Selon l'analyse de *Juventud Rebelde*, la concurrence et la rivalité dans le secteur bancaire européen devraient aussi se développer, ce qui entraînerait des possibilités de financement plus grandes, et à des prix plus bas, avec des taux d'intérêt moins élevés.

Ne pouvant pas accéder aux principaux organismes internationaux de crédit à cause de l'embargo, Cuba obtient des prêts à l'étranger seulement à court terme et à des taux d'intérêt élevés.

La dette totale dépasse actuellement les dix milliards de dollars et l'île a centré ses efforts sur leur renégociation au niveau bilatéral.

Pour l'économiste espagnol José Rodrigo, participant à l'un des séminaires organisés par les institutions cubaines sur le sujet, la constitution de l'euro en tant que solution de remplacement face au dollar bénéficiera à l'île.

L'expert a affirmé que « en outre, cela diminuera considérablement le coût de ses opérations avec les pays de l'Union européenne et soudera la coopération économique de l'Europe avec la nation caraïbe ».

Il estime que Cuba pourrait aussi bénéficier d'un train de mesures financières établi par la Banque européenne d'investissements (BEI) pour l'Amérique latine, y compris l'île, de plusieurs milliards d'euros

pour la période 1999-2002.

Selon lui, le plan pour stabiliser les exportations provenant de cette région atteindra 1,8 milliard d'euros à lui seul.

L'Europe est le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine, avec des exportations de l'ordre de 30 milliards de dollars, de sorte que l'euro aura un impact important sur les relations économiques entre les deux régions.

Avec l'arrivée de l'euro et l'existence du dollar étasunien, le système monétaire international aura deux grands joueurs pour changer les règles du jeu, d'après l'analyse du Système économique latino-américain.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2270.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : IPS, 10 novembre 1998.

En cas de reproduction, mentionner au moins l' autrice, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.